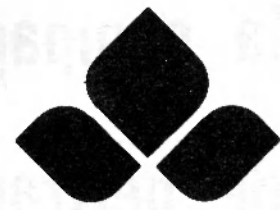


royaliste



BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



espagne :

**le roi
sauve
les
libertés**

5 MARS AU 18 MARS 1981 - 11ème année - N° 334 - 4,50 F

M 2242 - 334 - 4,5 F

la campagne de bertrand renouvin

(suite)



Bertrand Renouvin continue son tour de France «électoral». La presse nationale (parisienne) commence à se réveiller en accueillant le candidat pour des tribunes libres ou des entretiens (1) et la presse régionale fait un écho mérité aux diverses réunions tenues par Bertrand Renouvin à travers tout le pays. Toutes les analyses ne sont pas d'égale valeur et certains font encore preuve d'une certaine confusion d'esprit -plus ou moins sincère- devant l'originalité du royalisme français d'aujourd'hui. Ainsi La République du Centre quand elle écrit que «Le directeur politique du bi-mensuel «Royaliste», militant maurassien «traditionnaliste» devenu, selon le mot de certains «maorassien» (sic), est en effet ce qu'on pourrait appeler un «royaliste de gauche.»» A ne pas vouloir sortir de l'ornière droite/gauche et à répercuter des néologismes imbéciles, on risque de ne rien comprendre à la spécificité du projet royaliste. Mais il faut constater l'effort d'analyse des principaux articles, et la République du Centre se rattrape d'ail-

leurs en poursuivant : «Prônant avant tout l'indépendance d'un pouvoir «garanti par la naissance», M. Renouvin veut partir en guerre contre les féodalités financières et les grands groupes multinationaux qui «disposent de la personne humaine». Aussi défend-il les nationalisations, celle de Matra par exemple, et la protection des secteurs économiques menacés» et l'article de remarquer que «lui-même et son mouvement ont réalisé leurs meilleurs scores dans les régions industrielles et non dans celles considérées comme étant de droite.» Cet impact du royalisme parmi les force actives et industrielles de la population, donc les plus sujettes à subir les conséquences de la «crise», est également reconnu par Loire-Matin-Dimanche : «Qui votera pour M. Renouvin et pour les idées qu'il représente au service du comte de Paris ? (...) Il ne compte pas sur celles des grandes familles de la noblesse, ni sur celles des régions réputées jadis voter «blanc». Paradoxalement, le mouvement recrute des sympathisants dans les villes, les grands ensembles, les cités

ouvrières.» Un «paradoxe» qui en fait prouve bien que le royalisme est perçu aujourd'hui comme une réponse radicalement neuve et même révolutionnaire... Aussi «le lys» de Bertrand Renouvin n'a-t-il pas besoin, quoi qu'en dise le titre du Progrès-Centre-Dimanche «d'être coloré de rose», et qui poursuit avec un humour prétendument bucolique : «A l'écouter parler, lui qui s'oxygène au vent de 1968 et cite de Gaulle en grand classique de la pensée monarchiste, on se dit que la fleur de lys vire au rose, comme le géranium» (sic). Mais plus sérieusement il est écrit que «Renouvin voudrait réaliser ce qu'il croit avoir été une idée du général : conduire le comte de Paris à l'Elysée, et ensuite transformer par plébiscite (le mot est mal choisi ...) cette république monarchiste en monarchie républicaine.» Autrement dit royaliser la présidence sans toucher à l'essentiel de l'esprit des institutions, mais au contraire en lui donnant sa pleine dimension. Même analyse institutionnelle dans La Nouvelle République du Centre Ouest : «Il est un fait pour Bertrand Renouvin que la manière dont V.G.E. interprète la Constitution de 1958 place la France aux antipodes du régime monarchique», V.G.E. n'étant que le représentant d'un groupe d'intérêts, en l'occurrence d'une caste financière, et non un arbitre. «Même remarque pour François Mitterrand» poursuit avec raison l'article, étant donné que celui-ci ne saurait également être un arbitre, mais simplement gérer l'Etat au profit d'un parti politique. «Il y a donc pour Bertrand Renouvin «détournement de constitution», le général de Gaulle ayant voulu placer la fonction présidentielle au-dessus de la mêlée et au-delà

des partis. Mais les royalistes vont encore plus loin dans leur analyse des institutions de la Vème République, rappelant que le général de Gaulle y avait introduit l'idée de légitimité» une légitimité historique et populaire. Et de poursuivre : «La campagne présidentielle de Bertrand Renouvin s'axera donc autour de cette idée fondamentale, tandis qu'il contestera la pratique politique (de classe) de V.G.E., ainsi que l'injustice qu'il relève dans sa politique économique et sociale.»

Comme on peut le voir l'essentiel du propos de Bertrand Renouvin, l'analyse institutionnelle et la question de l'Etat, a été généralement bien perçue par nos confrères de province, qui ont compris que c'était dans le problème de l'indépendance du pouvoir que résidait la spécificité du projet royaliste et par conséquent la possibilité d'une autre politique économique et sociale : la monarchie, comme il est dit dans Presse-Océan-L'Eclair, «derrière le comte de Paris ou son héritier le comte de Clermont, c'est, selon Bertrand Renouvin, la seule voie de salut pour la France, expliquant au passage combien l'actuel exemple espagnol était précisément riche d'enseignement. Comme Juan Carlos «arbitre et point de force et de convergence» entre les différentes tendances politiques, il souhaite que la France qui vient de vivre, selon lui, durant sept ans, «l'échec du libéralisme avancé», retrouve, grâce au recours de la monarchie, son indépendance et sa véritable identité».

De ces analyses découle une conclusion naturelle que la presse dans son ensemble a bien soulignée et que Le Meilleur résume ainsi «à la question «recommanderez-vous l'abstention comme en 1974 au second tour» Renouvin a répondu du tac au tac : «en aucun cas nous n'appellerons à voter pour Giscard». Mais l'essentiel n'est pas là. Tant qu'en France la monarchie ne sera pas instaurée, le problème de l'indépendance du pouvoir et de sa légitimité restera posé, laissant non résolue la question de la justice et de la liberté.

Jacques BLANGY

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

.....
.....
désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

(1) Quotidien de Paris du 23 janvier, Le Monde du 20 février, France-Soir du 26 février.

le baron prend sa retraite

La cession, par le baron Empain, d'une partie de son empire au groupe Paribas a fait du bruit dans le Landerneau économique et politique. Il y a effectivement quelques remarques à faire ...

C'est bien d'un empire qu'il s'agit puisque le groupe Empain-Schneider représente environ 150 sociétés, emploie cent vingt mille personnes et réalise quelques 40 milliards de francs de chiffre d'affaires. Comme tous les groupes importants qui n'ont pour seule logique que celle de l'argent, si toutefois celle-ci existe, Empain-Schneider est présent dans les secteurs les plus divers. Qu'on en juge : la sidérurgie (Métallurgique de Normandie), la construction navale (Chantiers de Dunkerque), les travaux publics (Spie-Batignolles), la construction électromécanique (Jeumont-Schneider) et électrique (Merlin Gérin), l'ingénierie (Creusot-Loire Entreprise, Speichim), sans compter quelques brouilles comme l'immobilier ou la banque (Banque de l'Union Européenne). Mais le groupe contrôle surtout Creusot-Loire (sidérurgie, métallurgie) qui, par l'intermédiaire de sa filiale Framatome, détient le **monopole de la construction des réacteurs nucléaires français**.



Cet ensemble est contrôlé par Schneider SA, elle-même possédée à 44% par la société «holding» l'Auxiliaire d'entreprise industrielle et financière. Paribas a racheté au baron Edouard-Jean sa participation de 35% dans la dite holding (30% sont toujours détenus par la famille Empain et 35% par plusieurs sociétés du groupe Schneider), ce qui lui permet, bien que minoritaire, de contrôler l'empire décrit plus haut. Comme on le voit c'est simple !

Pourquoi une telle opération ? Certes, le groupe connaissait quelques difficultés financières. Certes

le baron faisait figure de dinosaure dans les milieux économiques : il est aujourd'hui très rare qu'un empire de cette taille soit détenu par un homme ou même une famille : les groupes financiers (comme Paribas ou Suez, son concurrent) les ont remplacés et préfèrent les «managers» que l'on peut congédier du jour au lendemain. Certes, il existe des «synergies» pour employer le jargon qui a cours dans ces milieux, entre les groupes Paribas et Empain-Schneider (entendez, en bon français, qu'il y a des intérêts et des secteurs communs). Mais rien de tout cela n'a été déterminant. Seule la décision d'un homme, fortement ébranlé depuis son enlèvement (l'instruction du dossier est toujours en cours), a pu faire pencher la balance.

Dans cette affaire, menée tambour battant, les pouvoirs publics n'ont certainement pas été mis devant le fait accompli. Mais ils n'ont fait que donner leur accord, sans jouer aucun rôle important. Et pourtant ...

C'est en 1963 que les héritiers de Charles Schneider avaient cédé à la famille belge Empain le contrôle de la société Schneider. Le ministre des finances de l'époque -un certain Giscard- avait en vain tenté de s'y opposer. Il était pourtant bien placé, ayant épousé une petite-fille Schneider (le monde est petit !). Depuis cette date, cet empire industriel était entre des mains étrangères, et notamment la construction des réacteurs nucléaires (il est vrai que l'on avait choisi la «filière» Westinghouse !).

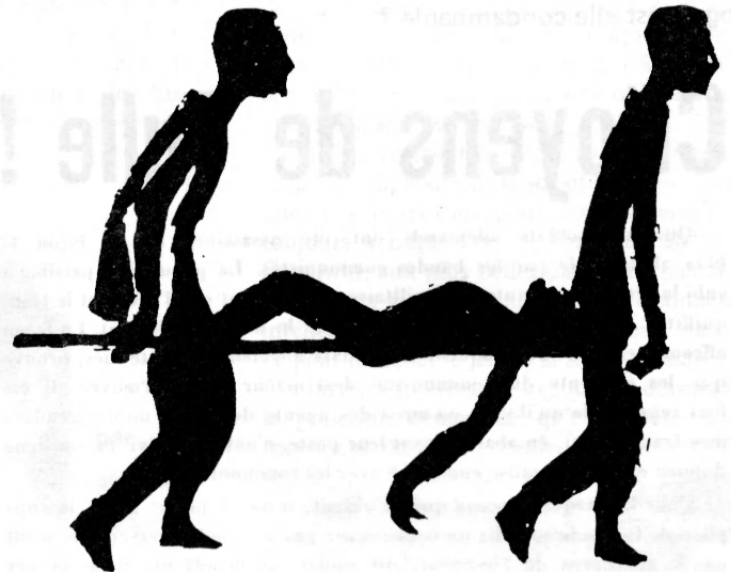
Aujourd'hui cet ensemble, vital pour notre indépendance, revient dans le giron français. Il faut s'en réjouir et Paribas, drapé de tricolore, a beaucoup insisté sur ce point. Mais on ne peut s'empêcher d'observer que ce groupe **privé**, émanation d'un capitalisme purement financier dont les seules logiques sont la puissance et le profit, détient un secteur-clef de notre **indépendance nationale**.

Il est vrai qu'une nationalisation de Paribas remédierait à cette situation.

A. SOLARI

afrique : santé made-in-u.s.a.

En bradant aux Américains le développement sanitaire de l'Afrique noire, V.G.E. ne porte pas seulement un coup sérieux à la présence française dans cette région, il nuit aussi aux Africains.



L'A.C.D.A. (Action concertée pour le développement de l'Afrique) est une association créée à l'initiative personnelle du chef de l'Etat. Elle regroupe la France, la Belgique, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et le Canada. Elle a tenu les 20 et 21 mai 1980 sa première réunion. Le quai d'Orsay vient d'en révéler seulement l'existence et les résultats. Il n'y pas lieu en effet d'en être fier.

La principale décision consiste à faire des Etats-Unis le «chef de file» de l'amélioration de la santé publique en Afrique noire. Le programme arrêté est vaste puisqu'il va des actions de formation du personnel à la diffusion de matériels pédagogiques sur la santé et des actions destinées à rassembler les données épidémiologiques ainsi qu'à permettre une meilleure planification des programmes de santé dans dix-neuf pays.

Pour réaliser ce plan étalé sur cinq ans le Congrès américain a accordé 35 millions de dollars soit 17,5 milliards de francs anciens. Déficit annuel de Beaubourg : 13 milliards de centimes. Bref l'économie réalisée par la France est dérisoire. Mais elle correspond bien à l'esprit petit-bourgeois de V.G.E. (sans parler d'Anne-Aymone qui doit être furieuse de ne pas avoir récolté dans l'histoire un sac à main en peau de chimpanzé).

Et pour la France elle constitue un véritable désastre. De tout l'héritage colonial c'est la présence médicale française qui a été le mieux appréciée. Les Etats indépendants se sont bien gardés de démanteler le dispositif sanitaire français. Mais son existence même était un atout pour notre présence culturelle dans les Etats de l'ancienne Afrique française.

Ce qui prouve par la même occasion que la substitution des Etats-Unis à la France va être désastreuse pour nos anciennes colonies. Quatorze des dix-neuf Etats concernés sont francophones. Moyennant quoi ils auront affaire à des médecins anglophones. Qui plus est, les Américains sont hostiles aux équipes mobiles, les seules à être efficaces auprès des tribus nomades du Sahel. Ils préfèrent l'organisation de l'aide sanitaire autour de points fixes.

Pour couronner le tout, les Américains n'ont pas notre expérience des vaccins. Ils vont mettre en faillite nos cinq Instituts Pasteur d'Afrique noire en substituant à leurs produits des médicaments d'une pertinence contestable.

Somme toute V.G.E. est le palefrenier qui met en selle le cavalier américain sur le cheval africain. Mais pouvait-on attendre davantage de cet homme ?

A. F.

anti-communisme français

La brutalité avec laquelle des élus communistes ont «soulevé le problème» de l'immigration, puis l'ont amalgamé à celui de la drogue, est-elle condamnable ?

Citoyens de Tulle !

Quarante soldats allemands ont été assassinés de la façon la plus abominable par les bandes communistes. La population paisible a subi la terreur. Les autorités militaires ne désirent que l'ordre et la tranquillité. La population loyale de la ville le désire également. La façon affreuse et lâche avec laquelle les soldats allemands ont été tués, prouve que les éléments du communisme destructeur sont à l'œuvre. Il est fort regrettable qu'il y ait eu aussi des agents de police ou des gendarmes français qui, en abandonnant leur poste, n'ont pas suivi la consigne donnée et ont fait cause commune avec les communistes.

Pour les maquis et ceux qui les aident, il n'y a qu'une peine, le supplice de la pendaison. Ils ne connaissent pas le combat ouvert, ils n'ont pas le sentiment de l'honneur. 40 soldats allemands ont été assassinés par le maquis. 120 maquis ou leurs complices seront pendus. Leurs corps seront jetés dans le fleuve.

A l'avenir, pour chaque soldat allemand qui sera blessé, trois maquis seront pendus : pour chaque soldat allemand qui sera assassiné, dix maquis ou un nombre égal de leurs complices seront pendus également.

J'exige la collaboration loyale de la population civile pour combattre efficacement l'ennemi commun, les bandes communistes.

Tulle, le 9 Juin 1944.

*Le Général
commandant les Troupes allemandes.*

le temps des délations ...

Alors, il y a des lois pour ça, et sans doute y a-t-il des tribunaux pour juger droitement des voies de fait visant à expulser des gens de leur domicile, à les diffamer et à les dénoncer publiquement. A plus forte raison si les victimes sont des citoyens étrangers puisque l'honneur du pays est engagé.

Que ces actes n'émanent pas d'individus quelconques, mais de magistrats municipaux dans l'exercice de leurs fonctions, serait un premier cas aggravant, qu'ils soient revendiqués et couverts par les dirigeants d'un grand parti en serait un second qui ouvrirait aux poursuites légales un champ supplémentaire mais parfaitement prévu par nos institutions. Car la liberté d'association elle-même ne va pas sans le respect des lois fondamentales, et l'incitation à la haine raciale, les délations publiques, ont été dans le passé des motifs suffisants pour prononcer la dissolution de groupes qui s'en étaient rendus coupables.

Vous voulez faire dissoudre le Parti communiste ? Je ne le souhaite justement pas. Et c'est pour-

quoi un avertissement légal serait opportun, un rappel valable pour bien d'autres partis également qui réaffirme clairement que personne n'est au dessus de la loi et que, notamment, la dignité d'un être fût-il d'une autre race et d'une autre nation n'a pas à être foulée aux pieds, sacrifiée à la cause d'une opération de propagande. Car les commandos anti-maliens et anti-marocains des municipalités communistes se voulaient présenter comme exemplaires comme l'ont fort bien compris les millions d'immigrés qui travaillent en parias parmi nous. Leur sécurité et liberté à eux est-elle assurée ? Ne vont-ils pas trouver un soir devant leur porte murée un bulldozer, ou une foule accusatrice sous leur fenêtre ? Certes, la rumeur télévisuelle leur apporte l'écho des indignations des autres partis, mais il ne sont guère introduits dans le jeu politique national ils ne votent pas et la seule chose qui leur offrirait une garantie vraie, ce serait que la Justice se prononce, qu'un Sage dise le Droit.

La parti communiste en serait-il interdit pour autant ? Une chose est sûre : même condamné, il ne serait pas entouré d'autant de haine, et peut-être de crainte, qu'il ne l'est actuellement. Car au lieu de choisir la voie de la justice qui apaise, on a réuni un autre tribunal, celui de l'opinion, une autre procédure, celle de la manipulation, un autre droit, celui de la dialectique partisane.

Et c'est du haut de ces tribunes que l'on prétend juger et faire quotidiennement condamner le P.C. utilisant en somme les mêmes méthodes condamnables, le murant dans son antre, s'assemblant sous ses fenêtres pour le traiter de poujadiste, de fasciste, de stalinien, rameutant contre lui les gens de bonne conscience sur un front démocrate illusoirement uni de la gauche socialiste à la droite giscardienne. Cette fanatisation de circonstance, et qui n'engage à rien, a-t-elle reçu mission de se substituer à la Loi ? Et que condamne-t-elle, en définitive, cette assemblée ? Est-ce le délit, vraiment ? Jean Cau a la cynique franchise de nous rassurer : c'est la récupération par le P.C. d'un thème électoral chauvin et typiquement «petit bourgeois» dont les uns et les autres comptaient bien à l'occasion se servir pendant la campagne. On leur a coupé le «Français-Française» sur la langue, et la marijuana sous le pied. Impardonnable certes. Mais le mécanisme de leur indignation serait encore plus simple. Quoi qu'eût dit le P.C. pourvu qu'il l'eût dit assez fort ils se fussent insurgés. Par un réflexe pavlovien fonctionnellement intégré, du P.S. au P.R. en passant par où ils peuvent, sont branchés les circuits de l'anti-communisme primaire sans lequel une élection française ne serait pas ce qu'elle est, de plus en plus, une minable comédie.

Pour reconstituer plus vite sa fameuse «forteresse» althusserienne (signe de l'autisme profond qui l'incarcère) le P.C. a pris lui-même l'initiative, et plus tôt que prévu, mais le dispositif du psychodrame était en place, il a marché. Voilà désigné l'heureux bouc émissaire et le grand méchant loup de notre programme, en une personne incarnée, Mac le Surineur. Indispensable partenaire et «baron» dans ce jeu de la défonce politique où personne ne répond de soi, ni en acte, ni en parole.

Pendant ce temps, amis africains de Dammarie, frères arabes de Montigny, et vous de France, qui vous protégera ?

Luc de GOUSTINE

"actions" électorales

2.500.000 actionnaires supplémentaires vont participer aux fruits de l'expansion de l'entreprise qui les emploie. C'est là le résultat d'une loi votée en octobre 1980 et sur laquelle les administrateurs des sociétés cotées en Bourse ont du délibérer le mois dernier. Mais s'agit-il de 2.500.000 salariés actionnaires ou de 2.500.000 électeurs ?

En octobre, Giscard a découvert que «la distribution gratuite d'actions aux salariés des entreprises devait être une action prioritaire du gouvernement» pour favoriser la participation. Mais comment raisonne un financier ? En terme d'actions, de dividendes ! D'où cette idée d'actionnariat. Gratuit pour les salariés. La charge financière sera répartie entre les entreprises concernées et volontaires pour lesquelles il s'agira d'une partie de leur contribution à la campagne électorale de Giscard - et le Trésor, c'est à dire tous les contribuables. Au moins ce cadeau rapportera-t-il près de 2.000 F en moyenne à 2.500.000 électeurs.

Tout le monde convient qu'il s'agit d'une opération électorale. «Heureusement que ça n'a lieu que tous les 7 ans» confiait le secrétaire général d'une grosse société excédé par les complexités de la loi. Se sont intéressés au problème : les agents électoraux de Giscard, les P.D.G. dûment sermonnés par les services préfectoraux, Papa Dassault dont on a pu lire une lettre du café du commerce dans la presse à ce propos, et Fiston Dassault qui préside une Association Nationale pour la Participation. Le marketing politique a encore moins bien fonctionné du côté des bénéficiaires. Marc Blondel, de F.O. a résumé les choses : «Les travailleurs assimileront (cette mesure) à une distribution particulière du salaire.»

Une fois de plus on assiste à la caricature giscardienne d'une grande idée, ravalée au rang d'un thème de «pub» : bon moyen pour déconsidérer tout véritable effort de participation. C'est pour quoi on ne peut que s'inquiéter de ce que sera la loi sur l'entrée des cadres dans les conseils d'administration dont disent les milieux bien informés on pourrait reparler début avril au parlement. Trois semaines avant les élections.

J-M BREGAINT

réalignement politique en grande-bretagne

Fin du bipartisme en Grande-Bretagne ? Eclipse du parti travailliste au profit d'un nouveau parti du centre ? La formation du Conseil pour la Social-démocratie (CSD) fait en tous cas les beaux jours des pronostiqueurs, journalistes et autres spécialistes du monde politique.

Les chiffres des sondages sont éloquentes : Sociaux-démocrates et Libéraux réunis n'obtiennent pas moins de 40% des suffrages contre 27%-30% au Labour et 21%-25% au parti conservateur. Phénomène surprenant ? Non, si l'on tient compte de trois facteurs particulièrement importants aujourd'hui dans l'opinion publique outre-Manche. Un mécontentement grandissant vis-à-vis du système politique actuel; une désapprobation marquée à l'égard du glissement à droite du parti de Mme Thatcher et une répugnance très grande envers le glissement à gauche du Labour.

Après la Conférence spéciale de Wembley, confirmant la défaite de l'aile droite travailliste, 78% de l'électorat travailliste n'approuvaient pas le nouveau mode d'élection de leurs parlementaires et 41% estimaient que les décisions prises lors de cette conférence faisaient du Labour une formation



«moins démocratique» qu'auparavant, 29% seulement étaient d'avis contraire.

Malgré tout l'optimisme affiché pour diverses raisons d'ailleurs par certains, on peut avoir de sé-

rieux doutes quant au succès éventuel de la solution «troisième voie».

Le présent système favorise l'existence à Westminster de deux types de partis, ou très large ou plutôt modeste.

Comme le font remarquer eux-mêmes les Libéraux, principales victimes de cet état de fait, et partisans tout désignés de la proportionnelle, ayant obtenu, en février 1974, 29 % des suffrages exprimés -soit 6 millions de voix- ils ne purent obtenir que 14 sièges au Parlement.

Il reste de plus à déterminer l'identité de la nouvelle formation. Une coalition Sociaux-démocrates/Libéraux, fait certes l'objet du plus grand nombre de sympathies, mais il faudra aux partenaires en puissance à la fois liquider leur contentieux idéologique -les Sociaux-démocrates se voulant plus que tout socialistes- et résoudre d'une part leurs problèmes d'organisation à l'échelon national et local, d'autre part les rivalités entre les personnalités de premier plan.

La majorité des membres du CSD serait constituée d'anciens

travaillistes. Or nombreux sont ceux qui au sein du Labour voient d'un œil critique la défection des modérés et de leurs collègues de droite (39% des personnes interrogées). Il s'agit, pour l'emporter sur les extrémistes de gauche (et l'opinion de Roy Hattersley, ministre de l'Intérieur du cabinet fantôme, reflète celle de tous les modérés du parti, ayant décidé de rester à leur poste) bien moins de rêver de charges de cavalerie que d'occuper les tranchées, c'est à dire de combattre pied à pied au niveau des sections locales.

Autre élément «négatif» : refusant toute forme de dogmatisme, le CSD ne s'est pas doté d'un programme, bien que dans le livre de David Owen, *Face The Future* on retrouve bon nombre de ses thèmes clefs. A lui seul, le charisme de Shirley Williams contribue de façon non négligeable à rendre possible ce nouveau parti, car il faut souligner qu'il n'y a aucune certitude quant au soutien véritable dont jouit le CSD en Grande-Bretagne.

Expression d'un mécontentement profond envers les structures politiques actuelles, la nouvelle formation du centre est plutôt un phénomène en creux, une sorte de projection idéale. Vienne le moment des élections, du choix, non plus d'un idéal-type, mais du gouvernement et sa fragilité n'apparaîtra que trop crûment.

Daniel SINGLETON

U.S.A. :

à nouveau l'hégémonie

Les déclarations du général Haig sur une limitation de l'intervention américaine au Salvador sont-elles le signe d'une soudaine modération de l'interventionisme U.S. ? En fait elles cachent mal les efforts déployés par l'administration Reagan pour renforcer la présence américaine dans ses fiefs. Cela concerne aussi les nations de l'O.T.A.N. conviées à restaurer les liens qui les unissent.

En mettant en garde les dirigeants Salvadoriens contre l'éventualité d'un coup de force d'extrême-droite, le général Haig a posé les limites de l'aide militaire que l'Amérique consent à ses alliés du Salvador. Mais cette mise en garde, bien réservée dans la formulation, s'accompagne d'une formidable offensive verbale contre Cuba et l'Union Soviétique. Dénonçant tour à tour, le régime de Managua accusé par Washington de fournir des armes aux révolutionnaires salvadoriens et l'Etat castriste sommé de ne plus intervenir dans les affaires d'Amérique centrale, Ronald Reagan semble bien vouloir faire du Salvador le premier test de sa politique de fermeté à l'égard du camp socialiste.

Le secrétaire d'Etat à la Défense,

Caspar Weinberger, ne s'est pas contenté de demander au Sénat américain une augmentation de 33 milliards de dollars pour les crédits de défense. Ce qui porte le budget du Pentagone à un niveau jamais atteint en temps de paix. Il est aussi revenu sur la stratégie globale des alliances. Selon ses propres termes il faudrait que les Etats-Unis «développent une division du travail plus rationnelle en vertu de laquelle les pays de l'OTAN et le Japon seraient appelés à se joindre aux U.S.A. en contribuant à un plus grand effort de défense».

Bien sûr, le grand frère d'Océanie ajoute son intention de «consulter» ses alliés pour définir «sa» nouvelle approche des rapports Est-Ouest.

Ces «consultations» semblent d'ailleurs bien entamées si on examine les réactions britanniques à la demande américaine de renforcement de la base de Diego-Garcia (1). Tout en niant que les bombardiers B 52 soient autorisés à stationner sur la base, le Foreign Office n'a pu ignorer les préparatifs de travaux d'élargissement des pistes d'atterrissage : ce qui signifie en clair que les bombardiers américains trouveront à Diego-Garcia une base de repli plus commode pour leurs opérations de surveillance du Golfe persique.

Le renforcement de ces installations s'accompagne d'un effort au niveau du potentiel militaire conventionnel. Notamment pour la marine de guerre. La zone du Golfe était contrôlée naguère, conjointement par une flotte américaine et par la marine impériale iranienne. Une partie des cent cinquante bâtiments supplémentaires prévus par le programme Reagan devrait venir contre-balancer dans cette région la disparition d'un allié inconditionnel. Face à ce redéploiement de la politique



de défense américaine et aux injonctions qui en découlent, l'Europe dans laquelle nos dirigeants nous ont embarqués ne peut jouer que les «seconds rôles». Oui, c'est bien l'Europe atlantiste, l'Europe du «marche ou crève».

F.M.

(1) L'île de Diego-Garcia est située à 3500 Km environ de l'entrée du détroit d'Ormuz. Jusqu'à présent, les bombardiers B 52 effectuaient leurs missions depuis l'île de Guam située, elle, au milieu du Pacifique.

Un roi contre la dictature

Chacun sait aujourd'hui que la prise des Cortès par le colonel Tejero ne fut pas un coup d'Etat d'opérette. Il y a eu conjuration, et risque de pronunciamiento, dans la nuit du 23 au 24 février. Et chacun reconnaît le rôle décisif joué par le roi Juan Carlos qui parvint, seul, à empêcher la mutinerie d'une partie de l'armée. Il fallait, pour cela, l'intelligence et le courage d'un homme. Mais aussi, face à la violence des putschistes, la force tranquille de l'institution monarchique.

L'enquête sur les événements des 23 et 24 février a permis de dévoiler la gravité de la situation spectaculairement créée par le colonel Tejero. Loin d'être la tentative désespérée d'un agité et d'un isolé, l'action de Tejero aurait pu entraîner une grande partie des officiers : très vite, le général Milans del Bosch occupe Valence avec ses chars et entraîne les gouverneurs militaires de Murcie et de Carthagène. Plus grave encore, la division Brunete menace de faire mouvement sur Madrid et certains de ses éléments occupent les bâtiments de la télévision, tandis que le général Aranda, chef d'état-major en second, déclare au roi qu'il est prêt à constituer un gouvernement militaire. Derrière lui, c'était toute une partie de la hiérarchie militaire qui risquait de se «prononcer».

LES RAISONS DU «GOLPE»

Pourquoi ? Le malaise de l'armée a grandi en même temps que l'Espagne s'acheminait vers la démocratie. Une menace existait, peut-être mal perçue en France, mais très présente à l'esprit des dirigeants espagnols et du roi. C'est d'ailleurs pour désamorcer un éventuel «golpe» (coup d'Etat) que Suarez décida de présenter sa démission. Mais ce départ inattendu créait une vacance politique incitant les militaires à «combler le vide». Mais surtout, les militaires ne toléraient plus la situation créée au Pays basque par l'E.T.A. et jugeaient que le pouvoir manquait de fermeté. Ainsi, lorsque la mort sous la torture du militant

basque José Arregui entraîna l'arrestation de cinq policiers, l'émotion fut grande dans la police et dans la garde civile -qui paie un lourd tribut au terrorisme- et plusieurs hauts fonctionnaires présentèrent leur démission. Plus généralement, l'armée voulait mettre un terme à un processus d'autonomie régionale considéré par elle comme une atteinte à l'unité nationale.

LE RÔLE DÉCISIF DU ROI

Malaise dans l'armée, où les nostalgiques du franquisme sont encore nombreux, exaspération de la police, vacance gouvernementale : les conditions semblaient réunies pour tenter de restaurer l'ancien ordre des choses. Heureusement, les militaires ont commis l'erreur de croire que le roi prendrait la tête de leur mouvement sans faire de difficultés : c'est le thème que les conjurés développeront dans l'armée et, dans la nuit du 23 février, le général Aranda tenta de lui donner une crédibilité en essayant de se faire convoquer par le roi au palais de la Zarzuela.

Mais le roi résiste. Il refuse que le général Aranda vienne à la Zarzuela, fait libérer la télévision par des militaires fidèles, affirme nettement sa volonté de faire respecter la constitution et de défendre la liberté, parvient enfin à imposer son autorité aux chefs militaires. Techniquement et politiquement, pendant cette nuit dramatique, tout a reposé sur Juan Carlos puisque tous les responsables politiques sont enfermés aux Cortès. Pourquoi ce refus ? C'est que, comme l'écrit Marcel Niederdang dans *Le Monde* «La le-

çon de la mésaventure survenue à son beau-frère Constantin de Grèce a été parfaitement méditée par Juan Carlos. La reine Sophie, dont l'influence politique n'est pas niable, n'est pas la dernière à la lui rappeler. Le roi, démocrate convaincu et attaché à son trône, sait parfaitement qu'il ne resterait pas plus de six mois au pouvoir si, par hypothèse absurde, il acceptait d'entrer dans le jeu de certains chefs de l'armée.»

La liberté du peuple espagnol dépend donc de la personne du roi. Et la dictature militaire apparaît comme le contraire d'une monarchie garante de toutes les libertés. Pourtant, la constitution adoptée le 6 décembre 1978 n'accorde au roi d'Espagne qu'un rôle très limité. L'Etat est en effet défini comme une monarchie parlementaire : le roi ne peut refuser de sanctionner les lois ; c'est à la demande du président du gouvernement qu'il dissout les Chambres et organise les référendums. Il peut proposer un candidat à la présidence du gouvernement mais doit au préalable consulter les représentants des groupes parlementaires, et celui qu'il présente doit bénéficier de la confiance des députés. Enfin, l'initiative des lois appartient au gouvernement et aux deux Chambres et le gouvernement est responsable devant le Congrès des députés qui peut le renverser si une motion de censure recueille la majorité absolue des voix.

Les pouvoirs constitutionnels du roi sont donc beaucoup moins étendus que ceux du Président de la République française, et la monarchie espagnole ressemble apparemment à celle des pays scandinaves. Mais la réalité politique est très différente de ce qu'indique la lettre des textes constitutionnels : la légitimité historique de Juan Carlos et l'adhésion populaire dont il bénéficie en font un arbitre entre les forces politiques, un garant de la démocratie, et un recours essentiel en cas de crise comme on l'a vu dans la nuit du 23 février.

Pour s'en convaincre, il faut re-

lire le discours d'investiture prononcé par Juan Carlos, dans lequel le roi établit sa légitimité et expose sa mission. Cette légitimité, le roi ne la tient ni de Franco ni d'aucun parti : elle lui est conférée par «la tradition historique, les lois fondamentales du royaume et le mandat légitime des Espagnols.» Légitimité historique et populaire, qui permet au roi de renouer, par delà la guerre civile et la dictature franquiste, avec le passé profond de la nation et avec le peuple tout entier : alors que le régime franquiste était celui des vainqueurs de la guerre civile, «le roi veut être le roi de tous et de chacun, en ce qui concerne sa culture, son histoire et sa tradition.» Il exprime ainsi l'unité de l'Espagne, tout en reconnaissant «la diversité des peuples qui constituent la réalité sacrée de l'Espagne.» Par là même, le roi est le garant de l'unité et de la liberté, et son pouvoir, né de l'histoire, s'assigne pour tâche de «maintenir la relation la plus étroite avec le peuple.»

SERVIR LE PEUPLE

Ainsi la monarchie espagnole apparaît à la fois comme un pouvoir «transcendant et enraciné» selon l'expression de Maurice Clavel : la légitimité historique et populaire permet à Juan Carlos

«le roi veut être le roi de tous et de chacun»



d'être le roi de tous les Espagnols, le serviteur de tous et de chacun. Car c'est le service qui justifie son pouvoir : le service de l'Espagne est le premier devoir, que Juan Carlos doit être le premier à respecter : «avec (la grâce de Dieu) et avec l'exemple de tant de prédecesseurs qui ont contribué à la grandeur de tous les peuples d'Espagne, je veux, dit le roi, être capable d'agir comme modérateur, comme gardien du système constitutionnel et comme promoteur de la justice». La réponse aux putchistes est déjà dans ces paroles, qui annonçaient la révolution à venir. Car en posant comme exigences premières, la justice et la liberté, Juan Carlos annonçait déjà la réforme régionale et l'évolution vers une société plus juste : «que personne n'espère un avantage ou un privilège», dit le roi qui considère «comme un devoir fondamental la reconnaissance des droits économiques et sociaux», qu'il s'agisse du droit au travail, ou de «la participation de tous dans les centres de décision, dans les moyens d'information, dans les

différents niveaux de l'éducation et dans le contrôle de la richesse nationale.»

Ce discours est d'une importance capitale : il permet de comprendre que le pouvoir du roi ne se réduit pas à ses strictes attributions constitutionnelles. Il est d'une autre nature : ce n'est pas un pouvoir sur les ministres, sur les députés et sur les lois, mais un pouvoir d'arbitrage, une capacité à incarner l'Espagne toute entière, un pouvoir non de répression mais d'accomplissement. C'est le roi qui, par sa légitimité, par sa situation et par le consensus populaire, rend possible la justice et la liberté, c'est lui qui permet que s'accomplissent les transformations nécessaires.

«Je garderai et je ferai garder les lois, avec pour objectif la justice et en sachant que le service du peuple est la fin qui justifie toute ma fonction.»

JUAN CARLOS
Discours d'investiture



Voilà qui dépasse singulièrement nos catégories juridiques et notre optique partisane. Mais justement, c'est parce que le roi dispose d'une légitimité dépassant le cadre des textes, c'est parce qu'il n'est pas l'élu des uns contre les autres ni le représentant de telle ou telle classe sociale, qu'il peut être le garant de l'unité, le défenseur de la liberté, le serviteur du peuple. Comme le disait il y a quelques années Santiago Carillo, aucun président de la république n'aurait pu bénéficier de cette situation et accomplir cette mission. Aussi n'est-il pas étonnant que socialistes et communistes crient «vive le roi» au Pays basque et que le peuple espagnol reprenne le même cri lorsqu'il descend dans la rue pour défendre sa liberté.

LA POUDRIERE BASQUE

Faute d'avoir compris un discours d'investiture qui leur disait déjà non, faute de reconnaître la mission essentielle du roi d'Espagne, les militaires putchistes ont échoué. Cela ne signifie par que tout risque soit écarté. Un nouveau coup de force est possible, qui pourrait viser directement le roi au lieu de tenter de le rallier. C'est pourquoi la fermeté du roi dans la nuit du 23 février doit aujourd'hui s'accompagner d'une politique de prudence.

Cette attitude est mal comprise en France, où l'on s'attendait à une répression massive et immédiate. Mais le roi ne veut ni exposer l'Espagne à un nouveau «golpe», ni briser l'armée : il a entrepris une patiente reprise en main et compte sur le temps qui, par le jeu des mises à la retraite, permettra l'accession aux responsabilités des officiers de sa génération. Dans cette opération délicate, il peut heureusement compter sur le soutien des partis espagnols, infiniment plus responsables que les nôtres. Ils savent ce qu'est le fascisme et refusent de sombrer dans le romantisme de la lutte armée, si excitant quand on vit à Paris. Aussi les partis n'ont-ils pas appelé à la vengeance, et refusent-ils de se laisser aller à l'anti-militarisme. Sachant tout ce qu'ils doivent au roi - y compris la vieilles dirigeants de gauche se contentent de réclamer un gouvernement d'unité nationale.

Reste la question basque, qui peut à nouveau servir de détonateur. Selon la stratégie folle de tous les terrorismes, l'E.T.A. a

voulu par ses attentats et ses enlèvements susciter une répression qui aurait démontré que Juan Carlos n'était pas autre chose que la réincarnation de Franco. Le roi n'est pas tombé dans ce piège : le mouvement d'autonomie est en cours au Pays basque et les terroristes étaient en train de se couper de la population jusqu'au moment où l'assassinat de José Arregui a déclenché des manifestations de solidarité avec l'E.T.A. Aujourd'hui, la stratégie des terroristes paraît fallacieuse et suicidaire : d'une part les actions terroristes ont directement provoqué un coup d'Etat qui aurait, en cas de succès, entraîné une répression à la chilienne, d'autre part le roi est clairement apparu comme le défenseur de la démocratie et des libertés régionales. D'où le cessez-le-feu décidé le 28 février par l'E.T.A. politico-militaire.

Tant que les nostalgiques du franquisme - et parfois de l'hitlérisme - demeureront dans l'armée, tant que de nombreux officiers considéreront l'autonomie régionale comme une «atteinte au drapeau», tant que les terroristes basques ne sortiront pas de leur délire, les institutions espagnoles seront menacées. La sagesse des partis politiques et des syndicats, l'adhésion du peuple à la monarchie, permettent évidemment d'écarter un certain nombre de risques. Mais, comme dans la nuit du 13 février, l'essentiel repose encore sur le roi : celui que l'on nommait Juan el Breve (Juan le Bref), celui qui était considéré comme un «monarque scandinave», est le seul rempart contre la dictature. Lui qui avait promis, lors de son investiture, «fermeté et patience» doit aujourd'hui réaliser la délicate conciliation de ces deux attitudes. Il sait qu'un nouveau putsch se ferait contre lui. Mais il dispose, pour écarter les périls, d'une légitimité populaire à laquelle nul autre ne peut prétendre. Phénomène insaisissable et essentiel, qui unit indissolublement le destin d'un homme et la liberté d'un peuple.

B. LA RICHARDAIS

Le texte complet du discours d'investiture de Juan Carlos a été publié en «document» dans le Cahier de Royaliste numéro 6. Ce même cahier comporte le texte d'une conférence de Bertrand Renouvin sur la guerre d'Espagne.

En vente au journal, franco 10 F

la révolution des curés

Le phénomène insurrectionnel de la Ligue analysé par Arlette Lebigre dans « La Révolution des curés » préfigure à la fois 1789 et les comportements de l'extrême-droite moderne.

23 décembre 1588 : Henri III vient de faire assassiner Henri de Guise dans le château de Blois où se tiennent depuis trois mois les Etats-Généraux. Etats dominés par le Balafre et au cours desquels le Roi n'a cessé d'être humilié. Depuis une décennie le duc de Guise est le chef de la Ligue catholique ou Sainte Union. Ces catholiques fanatiques en veulent à Henri III de ne pas lutter avec assez d'énergie contre le protestantisme et de promulguer de temps à autre des édits de pacification qui préfigurent l'Edit de Nantes. Au passage, Arlette Lebigre réhabilite ce roi calomnié à cause d'un vice qui n'est même pas prouvé et qui fut un grand politique.

Mais surtout se pose le problème de la succession dynastique : Henri III n'a pas d'enfant et la mort de son frère le duc d'Anjou, fait du roi de Navarre Henri, protestant, l'héritier de la couronne. Du coup le duc de Guise se voyait déjà roi de France. Sa mort scelle l'alliance d'Henri III et d'Henri de Navarre, mais aussi le rejet par Paris du roi de France. Paris qui depuis la journée des barricades (12 mai 1588) est entre les mains du comité insurrectionnel des Seize, pouvoir de fait qui coexiste tant bien que mal avec le Parlement et domine la municipalité.

Mais ce comité exprime des aspirations divergentes pour ne pas dire contradictoires. Il inaugure tout d'abord la longue tradition anti-française d'une certaine extrême-droite : on en appelle au nom d'une religion dégradée en idéologie aux troupes du roi d'Espagne. On envisage même l'arrivée sur le trône de France d'une infante espagnole mariée pour la circonstance à un rejeton de la maison de Guise. Cette solution entre

en concurrence avec celle de certains catholiques extrémistes qui veulent, eux, carrément, une république catholique tant soit peu théocratique.

Notons que les Seize appartiennent à l'aristocratie ou aux couches supérieures du Tiers-Etat. Derrière eux il y a une poussée populaire annonçant 1789 avant la lettre et qui réclame un contrôle des actes de la Monarchie par les représentants de la Nation. Entre les deux, le Parlement rétif à toute théocratie mais qui n'est pas insensible à l'idée de voir se constituer un régime représentatif (à condition bien sûr d'en confisquer la représentation).

Arlette Lebigre montre bien comment le roi de Navarre devenu Henri IV a su jouer de ces contradictions : il a d'abord épuisé Paris par un siège long et rigoureux. Puis il s'est engagé sur les chemins de la conversion, se ralliant du même coup le parti des Politiques qui grossit à Paris. Paris, où la lassitude progresse de même que la méfiance à l'égard des moines ligueurs et de leurs sermons hystériques contre le Roi. Le Parlement lui-même se détache des Seize (surtout après l'exécution sommaire par les ligueurs du président Brisson) et engage des tractations avec Henri IV. Et Paris tombe comme un fruit mûr entre les mains du Roi le 22 mars 1594. Celui-ci a l'intelligence de décréter une large amnistie. Seule cicatrice mais de taille : la méfiance renforcée du premier des Bourbons à l'égard de toute représentation populaire.

Arnaud FABRE

Arlette Lebigre - *La Révolution des curés* - Ed. Albin Michel. En vente au journal, franco 63 F.



Saint STALINE, Père des peuples

le besoin de croire

Revenu du Socialisme national puis du communisme, Claude Roy était le mieux à même pour dénoncer le besoin de croire, de se fondre en un absolu qui aboutit toujours aux mêmes Goulags. Dans *Les chercheurs de dieux* nous le suivons en une charge époustouflante contre toutes les idoles, faux dieux et autres mensonges qui sollicitent nos esprits avides de croire.

D'où vient donc ce besoin de croire ? Du besoin, répond Claude Roy, d'échapper à l'insupportable, à l'acceptable, plutôt que de se résigner à ne pas comprendre. On se bâtit des utopies qui ressemblent pourtant à des pénitenciers, ou, plus souvent, on se réfugie derrière des espérances consolatrices que l'on masque du sceau de la scientificité. Cela donne Louis Althusser qui dans un brouillard de charabia digne du jargon des médecins de Molière démontre qu'à partir de 1845 l'œuvre de Marx est scientifique parce qu'elle est scientifique ou, à l'opposé, Cyril Burt, raciste « scientifique », qui était tellement persuadé que son hypothèse était exacte qu'il prétendait avoir enquêté dans des écoles qui ne l'ont jamais vu, avec des collaboratrices qui n'ont jamais existé.

C'est la méthode classique : « On croit d'abord, on prouve scientifiquement ensuite ». Maxime Gorki invente même la théorie du mensonge créateur, du mensonge utile et nécessaire à la cause que l'on défend. Seul un choc psychologique peut faire changer nos croyants tel le retour du Goulag de Soljenitsyne. Mais souvent on assiste à un simple retournement. « On ne renonce pas à croire, on croit tout simplement le contraire ». C'est ainsi que nos gourous

parisiens passent successivement de la foi stalinienne à la foi maoïste puis, celle-ci perdue, à une mystique de bazar, à un monothéisme sans dieu. Eternel derrières tourneurs pris tous les trois ans d'une danse de Saint-Guy dans la peur de ne plus être classés au hit-parade idéologique ! D'autres, tel Garaudy, épuisés d'avoir trop cru, ne savent plus quoi penser et finissent par élaborer un mystérieux syncrétisme formé des débris de communisme, de christianisme et de bouddhisme.

Alors que faire ? Claude Roy n'apporte pas de réponse car il sait bien que le besoin de croire est comme le chiendent, il repousse toujours. Tout au plus nous suggère-t-il une attitude qui consiste à être résolument critique et à refuser la double sécurité d'une foi et d'un appareil. C'est cette attitude qui l'amena à rompre pour son honneur et le notre avec le P.C. en 57. Rupture qui vit Georges Marchais alors petit apparatchik stalinien lui répondre que le « P.C. n'était pas un club » et que si l'on avait un peu plus emprisonné en Union soviétique on n'en serait pas là.

Hubert BOCQUILLON

(1) Claude Roy - *Les chercheurs de dieux* - Gallimard. En vente au journal : franco 75 F.

la querelle du cosmopolitisme

Dans le combat, à l'évidence prioritaire, contre la barbarie universelle, pour la défense du pauvre, faut-il que nous nous déracinons, que nous renions nos appartenances afin de coïncider avec une humanité essentielle partout haïe et défigurée ? A dire vrai, je ne me serai jamais posé la question, pour moi bien étrange, si quelques bons amis ne l'imposaient avec une brutalité qui va croissant. J'ai accepté -les lecteurs de *Royaliste* le savent- le défi de Bernard-Henri Lévy et *L'idéologie française*. J'ai admis la nécessité d'une remise en cause d'une égolarité nationale crispée sur des fantasmes raciaux et xénophobes. Mais fallait-il pour autant que j'accepte dans toutes ses implications cet *éloge du cosmopolitisme* qui nous est présenté comme seule pensée de la résistance contre le fascisme aux couleurs de la France ? Non, et disons le nettement pour couper court aux faux débats, parce que la question est à mon sens mal posée et le malentendu considérable, au détriment même d'une juste cause.

Cette cause, c'est celle de l'*œcuménicité*, c'est à dire l'amour du peuple innombrable et bigarré qui respire sur la terre habitée. C'est celle aussi de la liberté de l'esprit dont nulle frontière ne saurait briser l'essor. Que la seule internationale qui tienne soit celle qui réunisse les esprits au-delà des intérêts et de la division de l'espace a toujours constitué une vérité première, même pour les meilleurs des nationalistes français. Je me suis farouchement opposé à la nouvelle droite qui voulait lier les valeurs esthétiques aux caractéristiques étroitement ethniques d'un peuple. Mais cela contredit-il le bien fondé des appartenances et des enracinements ? C'est ce que je conteste, pourvu que l'on soit d'accord sur l'inanité des religions du sol et du sang. La mythologie de la race et le recours au paganisme plus ou moins panthéiste sont des absurdités imbéciles, d'accord ! Mais l'enracinement dans tout cela ? Certes, il peut paraître lié, et il l'est souvent à ces horribles régressions, justifiables d'une analyse, ou plutôt d'une bienfaisante catharsis. Mais rien n'est réglé.

C'est le sentiment qui vous poursuit à lire l'essai pourtant si intelligent, si aigu de Guy Scarpetta (1). Curieusement dans ce livre qui entreprend impitoyablement l'archéologie de l'enracinement, un nom n'est pas prononcé, un oubli s'impose à tel point qu'on se dit que Simone Weil va tout de même réapparaître quelques pages plus loin. Pourtant rien ne se produit ! Guy Scarpetta aurait dû au moins s'imposer la difficulté, mesurer le paradoxe. On ne pouvait concevoir personne plus « désincarnée », plus étrangère aux pesanteurs de la nature, plus vouée à la quête de l'intelligence que cette Antigone moderne. C'est elle justement qui, cherchant à définir des principes pour la société d'après guerre, aux derniers mois de sa vie, n'hésite pas à écrire : « *L'enracinement est peut-être le besoin le plus important et le plus méconnu de l'âme humaine.* » Elle ajoute aussitôt : « *C'est un des plus difficiles à définir.* »

Difficile parce que sans doute, l'enracinement s'attache à des réalités plus fragiles et délicates qu'on ne l'imagine. Ce n'est pas par hasard qu'une des figures du déraciné qu'elle interroge est celle du paysan. Pourtant, en fonction des idées reçues, c'est bien l'homme de la glèbe qui a les plus solides racines. De même, lorsque Scarpetta traite « les déracinés » de Barrès de méchant roman à thèse, il ne prend en compte que l'aspect le plus superficiel de l'his-



par
gérard
leclerc

toire. Le déracinement spirituel est infiniment plus grave pour les héros barrésiens que l'abandon de la province et de sa petite musique.

Il y aurait déjà beaucoup à dire du rapport de l'homme à un coin de terre, sur le sentiment de la nature. Il se métamorphose à travers des mouvements de l'âme. Et c'est en poète que l'homme habite le monde. La couleur du temps, la sonorité de l'air sont surtout des états intérieurs, ils participent selon d'indéfinissables alchimies à des types humains qui sont tout autre chose que l'effet de la brute matrice du sol, l'attachement aux paysages sur lesquels nos yeux se sont ouverts, n'a jamais aboli en l'être humain la mystérieuse nécessité du voyage, et même d'un exil volontaire. L'Odyssée est l'itinéraire de la quête de l'être, et l'on ne conçoit pas aujourd'hui de culture qui ne soit à la mesure du monde habité, qui ne traverse la diversité de ses langages. Que serions-nous aujourd'hui sans les écrivains russes !

Mais pouvons-nous pour autant nous montrer ingrats à l'égard de notre propre culture ? Refuserions-nous de saluer à l'étape comme elles le méritent les langues qui nous sont autant d'échos et d'invocations d'une double création, celle de l'homme et celle de Dieu ? Car une autre discussion s'imposerait avec Guy Scarpetta qui insiste beaucoup sur l'écriture, à la façon de Sollers, c'est à dire en défiance perpétuelle de tous les dispositifs d'enracinement. Les mots tout de même en leur origine ne sont-ils pas amis du philosophe par ce qu'ils recueillent comme échos de l'être ? Ils sont donc autre chose que le travail de l'écrivain ou la pure convention. Il me semble qu'Ezra Pound si présent dans cet éloge du cosmopolitisme, ne convoque toutes les cultures du monde que pour un chœur assemblé et non une mutuelle dénégation.

Et le lien social ? Au nom d'un individualisme absolu, nier la valeur ontologique des liens familiaux, refuser la priorité des services réciproques dans la communauté proche me paraît déjà monstrueux. Mais pour les cercles de sociabilité plus larges, le refus de l'évidence de l'héritage participe de l'impiété selon les anciens, et dispose à la cécité politique. La preuve en est l'extraordinaire vision qu'a Scarpetta de la réalité américaine. J'admets qu'il existe un antiaméricanisme primaire. Philippe Ariès a montré récemment dans ces colonnes l'extraordinaire complexité de la société d'outre-Atlantique. Les Etats-Unis pour nous s'identifieront toujours à Edgar Poe ou Faulkner, au Jazz, à Gershwin, aux plus belles pages du cinéma... et sans doute à une bonne part du foisonnement intellectuel et artistique newyorkais. Mais cela ne peut masquer le jeu de la super-puissance, ses formidables intérêts, sa logique de domination, la ponction démesurée qu'elle opère sur les ressources du tiers monde, le mise en coupe réglée de l'Amérique latine. Les Etats-Unis, c'est aujourd'hui la politique de M. Reagan, le réveil national d'un pays qui entend surmonter un déclin redouté. Ne pas voir cela et ne pas comprendre que la diffusion de la culture et des stéréotypes d'un mode de vie est un moyen de conquête privilégié me paraît singulièrement grave. Ce qui est mis en cause par un Jacques Thibaut n'est pas la valeur d'une intelligentsia, newyorkaise sans doute estimable, mais un système de domination qui passe pas les séries télévisées, la maîtrise des circuits financiers du cinéma, etc.

Il est tout de même singulier d'accepter de M. Haig ce qu'on refuse à Michel Debré. Il est proprement effarant de ne pas voir que le nationalisme américain est singulièrement plus virulent et plus opérationnel que le nationalisme français. Il est enfin désolant de déclarer démagogique une campagne qui vise à redonner aux Français un rôle international, alors que les francophones d'Afrique et du Québec s'engagent dans le même combat et que bon nombre d'amis étrangers se désolent du déclin de notre langue.

Enfin, je voudrais formuler en quelques mots mon sentiment le plus profond. Sans sous-estimer la valeur humaniste de la création littéraire et l'enjeu œcuménique de la culture, je ne peux m'empêcher de penser que le véritable internationalisme, ou si l'on y tient, le plus solide cosmopolitisme dépend de l'union des cœurs et de l'amour du prochain ou du lointain. Sur ce terrain je fais beaucoup plus confiance à sœur Teresa de Calcutta qu'à l'influence de Joyce. Et puis, si le déracinement peut être pour quelques uns la voie de la vie spirituelle, je rappellerai avec Simone Weil que déraciner les pauvres est le plus grand crime, puisque c'est les priver de leurs humbles biens sans être capable de leur donner le superflu des riches.

Gérard LECLERC

(1) Guy Scarpetta : « *Eloge du cosmopolitisme* ». Grasset.

" où je crée, je suis vrai "

En mai 1897, à Munich, le jeune pragoïs René Maria Rilke est présenté à Lou Andréas-Salomé. Il est déjà, à vingt-deux ans, le poète de l'enfance et de la solitude. Elle est, à trente-sept, une femme encore indéfinissable, grande voyageuse depuis le jour où elle quitta la Russie pour aller étudier en Suisse, en Italie. Nietzsche l'aima, la rêva, crût en elle comme en celle qui le délivrerait de sa solitude.

Les yeux gris, le beau visage de Lou se tournait volontiers vers ceux qui lui parlaient du philosophe. A Malraux *«Je voudrais bien savoir si j'ai embrassé Nietzsche, sur ce chemin, au-dessus du lac de Côme...»*. Elle ne le nomme pas une seule fois en trente-deux années de correspondance avec Rilke.

«Mon amour est sur toi comme un manteau» : Rilke est le premier homme qui ne la laisse pas s'échapper. Elle est celle qui va lui apprendre à vivre sa poésie. Le journal de Rilke à Florence témoigne de nouvelles intuitions. Rilke comprend, comme s'il les connaissait d'avance, les difficultés à venir. Cette correspondance entre Lou Andréas-Salomé et Rilke (Rainer-Maria Rilke, depuis qu'elle l'a nommé ainsi) est le récit d'une constante attention, d'un tendre dévouement, non celui d'une passion. Il est vrai que nous n'avons pas les lettres de leurs années communes, car ils ont sans doute décidé de les détruire. Seules subsistent quelques pages de Rilke, alors heureux, mais naissant à peine. En 1899 et en 1900, Lou et Rilke voyagent en Russie, où ils rencontrent Tolstoï qui, écrit Lou, leur «ouvrit les portes de la Russie.»

Dès 1900, Rilke ressent des angoisses qui sont l'annonce de ses prochaines créations. L'angoisse est le thème récurrent de cette correspondance. Entre Lou et Rilke, il y a l'«Autre», c'est-à-dire le déséquilibre du poète. Devant cela, Lou est impuissante. Elle doit laisser le jeune homme attendre seul sa maturité, en confiance. En février 1901, elle lui adresse un «dernier appel», lui parlant en mère, inquiète et épuisée de le suivre. Elle le quitte : c'est pour lui la

«O Lou, dans un poème qui me réussit, il y a beaucoup plus de réalité que dans toute relation ou inclination que je vis; où je crée, je suis vrai, et je voudrais trouver la force de fonder ma vie intégralement sur cette simplicité et cette joie infinie qui me sont données quelques fois». Le 10 août, il lui envoie une admirable lettre sur le travail de l'artiste, où il écrit qu'il comprend ce que lui avait dit Rodin (*«Il faut toujours travailler, toujours»*), et avec patience, avec cette humilité qui caractérise Rilke, il s'avoue simple lieu de passages, trop distrait, mais déjà souhaite un véritable retirement intérieur, une cellule monacale en lui-même.



condition indispensable de son véritable début en poésie. Mais Rilke vit ces journées de façon dramatique :

*«Tu étais la hauteur qui m'a béni
Tu t'es faite l'abîme où j'ai sombré»*

Il épouse une élève de Rodin, Clara Westhoff. Ce mariage ne lui apportera pas d'apaisement. Lors de ses angoisses, c'est vers Lou qu'il se tournera, et elle répondra toujours, douce et exigeante Rilke est faible, elle lui donne sa force; il se laisse submerger par ses symptômes physiques, elle lui apprend à user de sa volonté.

«Faire des choses avec de l'angoisse» : voilà ce que recherche Rilke, car il se plaint constamment de son incapacité, de sa faiblesse. Le 8 août 1903, il se découvre à elle comme un enfant :

Mais Rilke a peu de discipline, peu de volonté, il se divise et se laisse aller aux rêveries, qui chez lui sont stériles; c'est l'angoisse qui l'amène à créer. Comme tous ceux qui la vivent jusqu'à la souffrance physique, il la subit dans la certitude que tout cessera, tout sera plus beau. Chaque épreuve le munit d'une expérience qui est le fondement même de sa poésie. Mais pour accueillir le poème, il faut patience et attente. Ce qu'il écrira dans ses *Lettres à un jeune poète* (1), c'est ce que Lou Andréas-Salomé lui a enseigné : qu'une année n'est rien, mais qu'il faut travailler, que la création et l'amour n'existent vraiment qu'après longtemps, qu'il faut tourner son regard vers l'intérieur.

Lou Salomé connaît la solitude («Bien que je ne sois pas une ar-

tiste» dit-elle) et met en garde Rilke. Il a la tentation d'abandonner les êtres pour la seule puissance créatrice, avec la nostalgie d'un état dans lequel l'unique préoccupation de la perfection des choses tiendrait lieu de tout. Mais elle avoue qu'elle-même a renoncé à la maternité pour préserver son isolement. La femme de lettres «sèche de cœur et de tripe» dont parle Nietzsche dans le *Crépuscule des Idoles* (2), qui écoute le «aut liberi aut liberi», c'est bien elle.

Les *Elégies de Duino* (3), sont le fruit de l'angoisse et du travail. Le ton de la correspondance va s'apaiser, sauf dans l'enthousiasme de la lecture des poèmes : *«On redevient passionnée en lisant tout cela, jeune, exaltée, partielle, heureuse, mortellement sérieuse, en un mot : une créature de Dieu»*. C'est au cours de ces dernières années que Rilke va traduire et rencontrer Valéry. Le 13 décembre 1926, il écrit à Lou *«Je ne sais quoi de mauvais, de menaçant souffle en cette fin d'année»*. Le 29, il meurt des suites d'une leucémie.

Sans Lou Andréas-Salomé, Rilke aurait été un autre. C'est à elle, plus qu'à toute autre, qu'il doit d'avoir compris son destin de poète et les exigences de ce destin. C'est d'elle qu'il tient cette certitude, qu'il adressera à Franz Xaver Kappus : *«Un an ne compte pas, dix ans ne sont rien. Etre artiste, c'est ne pas compter, c'est croître comme l'arbre qui ne presse pas sa sève...»*

Laurence-Alexandra VARAUT

Rainer-Maria Rilke et Lou Andréas-Salomé -Correspondance- Ed. Gallimard.

(1) R-M Rilke -Lettres à un jeune poète- Ed. Grasset.

(2) Nietzsche -Le crépuscule des Idoles- Ed. Gallimard.

(3) R-M Rilke -Elégies de Duino- Ed. du Seuil.

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

"la révolution tranquille"

«... En publiant leur premier manifeste, les royalistes veulent montrer le chemin d'une révolution antitotalitaire, tranquille dans le choix de ses moyens, lucide pour son sens des limites, mais vraiment porteuse de justice et de liberté ...»

Extrait de la présentation de
«La Révolution Tranquille»

«La révolution tranquille», c'est le titre du livre de Bertrand Renouvin qui va paraître d'ici quinze jours.

Depuis longtemps déjà nous avions ressenti la nécessité d'un tel ouvrage. A la fois analyse critique acérée de la société dans laquelle nous vivons et du «libéralisme avancé», c'est aussi un exposé de notre projet et des conditions politiques de sa réalisation. Plus qu'un simple livre cet ouvrage est donc un véritable «manifeste» politique qui vient à son heure.

Avril 81 est en effet une date charnière. Les élections présidentielles rendent le public particulièrement réceptif aux questions politiques et au bilan critique d'un septennat qui s'achève dans la désillusion. Pour les royalistes il s'agit aussi d'une date symbolique: il y a juste dix ans que nous créons notre mouvement, sou-

cieux de sortir le royalisme des ornières dans lesquelles il était enfoncé. «La révolution tranquille» expose donc et concrétise le projet politique de la N.A.R. aujourd'hui. C'est dire que nous souhaitons à ce livre une audience importante !

Pour cela, nous ne nous berçons pas d'illusions et savons bien qu'il est inutile de compter trop sur les grands médias nationaux soumis à la logique du pouvoir et de l'argent. Nos moyens financiers ne nous permettent pas d'autre part d'envisager une grande campagne publicitaire.

Mais en revanche, nous sommes riches de quelque chose que beaucoup nous envient : des militants et des sympathisants fidèles et efficaces. Grâce à eux, grâce à vous donc, nous pouvons espérer remplacer les moyens matériels et financiers qui nous font défaut. Il s'agit tout simplement que nos quelques milliers de lecteurs ac-

ceptent de se transformer pendant une courte période en véritables V.R.P. des idées royalistes.

Cette action doit se faire dans deux directions :

1/ **Acheter** un certain nombre d'exemplaires de «La révolution tranquille» en profitant du tarif dégressif extrêmement avantageux que nous avons établi (voir ci-contre), et aller proposer le livre à tous ceux avec qui vous avez déjà parlé du royalisme d'aujourd'hui.

2/ **Contacter les libraires.** Soit votre libraire habituel, soit les librairies importantes de votre ville, afin de les convaincre de nous commander «La révolution tranquille». Nous tenons à votre disposition une feuille de présentation du livre, destinée aux libraires et indiquant les renseignements pratiques pour nous passer commande (conditions de prix, etc.)

Mais tout ceci doit se faire rapidement pour profiter pleinement de la période des élections. Aussi n'attendez pas davantage pour nous passer votre commande de livres et nous demander les feuilles à l'intention des libraires.

Comme d'habitude, nous comptons sur vous !

Yvan AUMONT

PARIS - Mercredis de la NAR

Tous les mercredis, conférence-débat à 20 h dans les locaux du journal, 17, rue des Petits-Champs (4ème étage).

Mercredi 18 mars. Conférence-débat avec Bertrand Renouvin : «le nucléaire en question».

Mercredi 25 mars. Notre invité sera **BERNARD-HENRI LÉVY** pour un débat sur son livre «L'idéologie française» (voir les articles de Gérard Leclerc dans les numéros 330 et 331 de Royaliste).

Mercredi 1^{er} avril. Conférence d'Arnaud Fabre sur le réformisme royal au 18ème siècle.

Les lecteurs de Royaliste sont conviés à ces réunions qui leur permettront de prendre contact avec les principaux rédacteurs du journal. Vers 22 heures, à l'issue de la conférence, un repas froid est servi qui permet à ceux qui le désirent de poursuivre autour d'un pot les conversations amorcées (participation aux frais du repas : 10 F).

tarif

«La révolution tranquille», un volume de 144 pages, sous couverture pelliculée.

Jusqu'au 15 avril, pour inciter à la diffusion du livre, les frais de port seront pris en charge par l'administration du journal. Profitez-en !

Un exemplaire : 40 F
Trois exemplaires : 90 F
Cinq exemplaires : 140 F
Dix exemplaires : 200 F

Commandes à adresser au journal, accompagnées de leur règlement à l'ordre de Royaliste CCP 18 104 06 N Paris.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (55 F), un an (95 F), de soutien (200 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

le "partisan-candidat"

Valéry Giscard d'Estaing représente sans nul doute la pire des politiques. Mais c'est un redoutable candidat : qui ne l'a senti, le lundi 2 mars en écoutant sa déclaration de candidature, ou encore la semaine dernière au «Grand débat» ? Comme il sait bien parler de l'unité, de la justice, de la liberté et de la paix ! Comme il paraît «responsable» face à une opposition qui nous mènerait à la «décadence» ! Comme il sait bien effacer, d'une seule phrase, la candidature de Jacques Chirac !

Le voici devant nous, l'homme qui voudrait être roi, nous remettant si gracieusement son pouvoir et nous promettant, lui toujours jeune, dynamique et compétent, un «septennat nouveau» où se résoudraient nos «problèmes». Vraiment, le discours giscardien est parfait, et nous serions tentés de battre des mains : du beau spectacle, produit sans accroc par un homme qui, de toute évidence, se retrouve dans son élément : président nul, comme l'a montré Pierre Boutang, Giscard est une belle bête politique, expert en tactique, et sachant donner à ses adversaires autant de coups directs que de coups bas. Serait-il encore là, aurait-il pu à nouveau se présenter, s'il ne savait pratiquer, en technicien consommé, la politique des apparences et le discours à double sens ?

L'HOMME D'UN CLAN

Pourtant, cette première allocution du «citoyen-candidat» le juge et le condamne. Le discours est excellent dans sa forme, mais révèle des contradictions insoutenables. Les mots sont chatoyants, mais ils cachent de purs sophismes. Et l'imposture éclate, qui n'a cessé depuis sept ans. Car, tout de même, ce Président-candidat si préoccupé de «réunir les Français» n'est pas autre chose que l'homme d'un clan : moins le «candidat de l'U.D.F.» comme le dit Chirac, que le représentant des intérêts de l'aristocratie financière, le chef du parti de l'argent. Peut-on être cela, par ses origines familiales, par ses liens avec les groupes financiers, par les origines sociales de ses proches partisans, et se définir en même temps comme le garant de l'unité de la nation ? Ce n'est pas possible, et l'histoire du septennat giscardien le prouve. En 1974, V. Giscard d'Estaing n'a pas été autre chose que le candidat d'un camp,

faisant la guerre à un autre camp. En 1977, cet arbitre prétendu a lancé ses partisans dans la bataille pour la mairie de Paris, contre Jacques Chirac. En 1978, ce «Président pour tous les Français» a indiqué le «bon choix» contre une gauche qui représentait les aspirations d'une moitié de la France. Et aujourd'hui encore ce partisan de la «décrispation» se présente comme le meilleur



par
bertrand
renouvin

rempart contre le socialisme, comme le meilleur candidat de la droite, en pratiquant l'habituel chantage au désordre, en essayant de faire peur -donc en désignant comme ennemis et en excluant de la communauté nationale une bonne partie de ses citoyens.

Telle est la première imposture giscardienne. La seconde, non moins grave, est d'essayer de nous faire croire à la compétence et au «sang froid» d'un homme qui aurait, en outre, la passion de la justice et de la liberté. Ayant promis tous les six mois la sortie du tunnel, cet homme-là voudrait une fois encore abuser de la patience ou de la confiance des Français par la promesse d'un «septennat nouveau». Nous avons déjà connu «l'ère nouvelle» annoncée avec emphase en 1974 : ce fut celle du chômage et de l'inflation accélérée.

L'ERE DU CHOMAGE

Oh ! Bien sûr, V. Giscard d'Estaing ne manque pas de réponses : il ose parler de «rétablissement» économique et de «remise en ordre»; il tente de banaliser le chômage en invoquant comme d'habitude les difficultés de nos voisins, la crise pétrolière et, maintenant, les phénomènes démographiques. A l'entendre, nous

serions victimes d'une fatalité. Mais qui donc a laissé la sidérurgie courir à la catastrophe ? Qui donc a permis que la concurrence sauvage ravage le secteur textile ? Qui donc est responsable d'un libéralisme économique qui laisse le champ libre aux multinationales et aux groupes financiers ? De cela, il n'a pas été question au «Grand débat» du 10 mars. De même que nos prudents journalistes de télévision n'ont pas demandé à ce président tellement épris de justice sociale pourquoi la misère se développait en France comme l'établissent une enquête récente du *Monde*. Comment se répartit-elle, cette hausse globale du niveau de vie dont Giscard se félicite ? Vivent-ils mieux qu'en 1974, ces Français victimes du chômage ? Le Président-candidat peut bien aligner des chiffres sur un tableau -vieux truc déjà utilisé en 1967- il ne fait que jeter de la poudre aux yeux des électeurs.

Mensonges encore que cette liberté dont Giscard serait le héraut. Car nous ne saurions oublier ni la loi «sécurité et liberté», ni la mainmise sur la presse écrite et audio-visuelle, ni l'interdiction des radio-libres (le 10 mars encore, la police envahissait les locaux de Canal 75), ni le fait que la fameuse liberté d'entreprendre est beaucoup moins menacée par le programme socialiste que par la stratégie des banques et des groupes capitalistes qui ne cessent d'absorber petites, moyennes et parfois grandes entreprises.

Quant à la paix, que cet homme de «dialogue» et de «sang-froid» aurait si bien défendue, souvenons-nous qu'elle est aujourd'hui plus fragile : à cause de la stratégie folle de la «bataille de l'avant» qui remet en cause le principe de la dissuasion nucléaire; à cause de cette «diplomatie du pendule» si bien critiquée par Jacques Chirac. Diplomatie hésitante et molle, complaisante à l'égard des Russes quand il ne le faut pas, et plus alignée sur les Etats-Unis qu'on ne le croit.

Ce n'est pas un bilan qui nous est présenté, mais une série de mauvaises excuses et de trompe-l'œil. Ce n'est pas un projet qui nous est proposé, mais une propagande cherchant à séduire les uns et à faire peur aux autres. Il faut, cette fois, ne pas s'y laisser prendre. Car notre pays mettrait un demi-siècle à se relever de quatorze années de giscardisme.

Bertrand RENOUVIN